

Bernard Cazeneuve doit faire un effort douloureux de cohérence

Emmanuel Cattier

Médiapart Blog, 19 mai 2021

Bernard Cazeneuve est interviewé dans *Le Monde* du 19 mai 2021

Nous ne pouvons qu'approuver sa phrase reprise comme titre de l'article : « Le rapport Duclert est une contribution à la vérité au Rwanda, il n'est pas la vérité » (1), mais pas pour les mêmes raisons que lui.

Bernard Cazeneuve connaît bien le sujet. Il est l'un des rares à avoir posé des questions cruciales et pertinentes lors de la mission d'information parlementaire sur le Rwanda. Il en fut le rapporteur avec Pierre Brana. Visiblement il n'en tire pas les conséquences inéluctables. On ne l'entendait pas sur ce sujet. Une honte cachée ?

Sur le site de la commission d'enquête citoyenne, on peut connaître certains éléments bien réels qui n'ont pas tous été abordés dans le rapport Duclert (2). Ces faits, "oubliés" ou "évités" ou "absents" dans les ar-

chives présentées, infirment les réserves de Bernard Cazeneuve sur les conclusions du rapport Duclert.

Il reste que les Mitterrandolâtres et autres membres du lobby régalien français de l'époque ont bien du mal à admettre les faits dans toutes leurs dimensions. Les réserves que Bernard Cazeneuve émet apparaissent plus faites pour temporiser une intégration douloureuse que pour mieux chercher la vérité. Il préfère se distraire dans l'éventuelle possibilité de condamner le régime politique dominé aujourd'hui par Paul Kagame, après avoir dit dans cet interview à propos de la responsabilité de la France dans le génocide des Tutsi : *"En revanche, il faut se méfier du biais rétrospectif, c'est à dire l'analyse des événements dont on connaît l'issue. Ce biais conduit à apprécier l'action des gouvernants d'hier à l'aune de ce que l'on sait aujourd'hui et qu'ils ne pouvaient pas savoir."*

Par conséquent, si Bernard Cazeneuve est cohérent avec lui-même, il ne devrait pas s'appuyer sur ce qu'il croit savoir, aujourd'hui, de la politique du FPR, assaisonnée aux rumeurs que font courir ses ennemis génocidaires et leur cour dont beaucoup sont protégés en France (3) par les régimes français successifs dont il fut, pour tenter de justifier que les autorités françaises l'aient combattu. Elles l'ont fait en soutenant ses alliés génocidaires en toute connaissance de cause (4), alors que le FPR tentait de mettre fin au génocide.

Comment peut-on prétendre qu'on soutient l'instauration d'une démocratie à travers des alliés qui accomplissent un génocide, alors qu'un génocide est un terrorisme extrême qui détruit tous ceux qui ne doivent pas faire partie du peuple en raison de leur naissance? Des hommes d'État auraient du percevoir l'ardente priorité de mettre fin au génocide des Tutsi. Ces Français ne furent pas des hommes d'État.

Comment pouvait-on mettre fin au génocide sans prendre le pouvoir au Rwanda? C'était de plus l'objectif initial du FPR qui dès sa fondation voulait mettre fin à l'ethnisme rwandais et à sa république "hutu". Il l'a fait malgré les bastaings de béton que la France a mis dans ses roues (5).

Comme on ne trouve pas de rai-

son pertinente à la stratégie française, c'est sans doute pour la futilité que le drapeau du FPR est rouge-blanc-bleu et non pas bleu-blanc-rouge! Le lobby régalien français de l'époque ne lui pardonne pas d'avoir réussi malgré tout. Ce sont les mêmes qui contestent les excuses que des responsables Français auraient dû présenter aux rescapés du génocide depuis 27 ans. Le serpent se mord la queue.

[Notes :]

(1) Bernard Cazeneuve : « Le rapport Duclert est une contribution à la vérité au Rwanda, il n'est pas la vérité », *Le Monde*, 19 mai 2021.

(2) Dans un encadré sur cette page du site de la commission d'enquête citoyenne : <http://cec.rwanda.free.fr/actualite/actualite-2021-05-01-et-jours-suivants.html>

(3) Rwanda : le « Hutu Power » a survécu en France, *Mediapart*, 18 mai 2021.

(4) La France, le Rwanda et le génocide : l'« occasion unique » d'Emmanuel Macron, *Mediapart*, 17 mai 2021. Voir aussi : <https://www.cairn.info/revue-cites-2014-1-page-23.html>

(5) « Le gouvernement français a activement travaillé pour saper le nouveau gouvernement rwandais », *Afrikarabia*, 17 mai 2021.